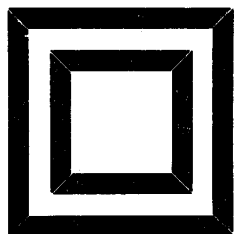


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.  
Marc Sangnier



# la jeune république

Pour une république socialiste et démocratique au service de l'homme

## PRINTEMPS

La Jeune-République fête son 100<sup>e</sup> numéro, depuis janvier 1960.

Les élections cantonales de mars ont mis en minorité la majorité présidentielle. A l'occasion de ces faits, sans commune mesure, apparemment, il faut rappeler que, dans ce pacifique affrontement, Louis PERRIN, Président du Parti, a mobilisé toute son énergie pour que la gauche socialiste l'emporte dans ce canton des Vosges, Bulgneville, sur un vieillard d'obédience giscardienne. Qu'importe si, finalement, le représentant d'un régime caduc a conservé son siège ! Louis PERRIN donne à la JEUNE RÉPUBLIQUE de 1976 le visage de la jeunesse et du dynamisme. Ouvrier, fils d'ouvrier — il n'est pas nécessaire d'être administrateur de société, à la J.-R., pour accéder aux responsabilités les plus importantes — Louis PERRIN est déjà conseiller municipal à Maréville-sous-Montfort. Comme beaucoup de travailleurs vosgiens, qui partagent leur activité entre l'industrie et l'agriculture, il reste un paysan actif et tenace. Sur ces affiches électorales, se détache, en gros caractères, cette phrase : « Le Parti de la Jeune-République, avec le Parti Socialiste, veut la sauvegarde des collectifs locaux réclamés dans le PROGRAMME COMMUN ».

Au cours de sa campagne, Louis PERRIN a montré la proximité du P.S., dans une stratégie d'union de gauche, dont le Programme Commun demeure le texte de référence, même si son contenu peut-être modifié et enrichi.

Le Ministre de l'Intérieur regrettait récemment que l'opposition ne collabore pas mieux aux grands desseins du Gouvernement. Une majorité de Français se reconnaissent de moins en moins dans ce pouvoir : celui d'une grande bourgeoisie, dont la domination devient à la fois plus impérieuse et plus fragile. Dans le n° 34 de la JEUNE RÉPUBLIQUE (avril 1963), nous notions : 65,5 % de salariés en 1954 ; 75 % de salariés prévus pour 1964. Dans le numéro 100 de la JEUNE RÉPUBLIQUE, nous précisons : 82 % de salariés en 1976 parmi la population active.

Giscard d'Estaing connaît tous ces facteurs : l'augmentation du nombre des salariés, la masse grandissante des capitaux accumulés et de plus en plus improductifs, l'infiltration du grand capital dans les rouages de la machine économique et de l'appareil d'Etat. A la télévision, il prend un air sombre pour reconnaître le recul de la production et annoncer la relance. Il se crispe comme quelqu'un qui, malgré les vivats officiels, se sentirait de plus en plus isolé.

Le printemps de la gauche en marche ne ressemble en rien à cet amer printemps-là.

## n° 100

- LA DICTATURE  
DU PROLÉTARIAT
- L'EUROPE
- LA PROPRIÉTÉ  
EN QUESTION
- LA MONTÉE  
DU SOCIALISME

JANVIER à AVRIL 1976 — N° 100

PÉRIODIQUE

Numéro : 3 F

## LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :  
**Jean Pralong**

Rédactrice en Chef, mise en pages :  
**Marcelle Leconte-Souchet**

Directeur Technique :  
**Daniel Jeanpierre**

Rédaction - Siège Social  
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71  
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris  
Dépôt légal n° 1970 - 4-76

## NOTRE COMBAT

POUR  
une République  
Socialiste  
et Démocratique  
au service  
de l'Homme,  
vous intéresse.

ADHÉREZ  
A NOTRE PARTI

## COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
Jusqu'à 1.000 F.	40 F
à partir de 1.000 F.	50 F
à partir de 1.500 F.	75 F
à partir de 2.000 F.	100 F
à partir de 2.500 F.	150 F
à partir de 3.000 F.	200 F etc

ABONNEMENT A REVUE en sus :  
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71



# LA DICTATURE DU

Claude-Roland Souchet

**a**u temps de Louis-Philippe, Karl Marx estimait que l'Allemagne était grosse d'une révolution bourgeoise, « prélude immédiat d'une révolution prolétarienne ». Aussi nombreux qu'aït été le prolétariat allemand, cet événement ne se produisit pas.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Lénine reprit les analyses marxistes mais fustigea les « opportunistes » de la II<sup>e</sup> Internationale, selon lesquels le prolétariat ne devait prendre le pouvoir que s'il disposait d'une majorité dans le pays. Il attaqua « le renégat Kautsky », dont les phrases idéalistes manquaient d'un contenu de classe, et n'étaient jamais concrétisées par des actes. Il soulignait toutefois que la théorie révolutionnaire n'était pas un dogme mais devait se définir à partir de la pratique d'un mouvement massif et réellement révolutionnaire.

C'est en 1905, au III<sup>e</sup> Congrès du Parti Social-Démocrate russe, que Lénine définit la dictature du prolétariat comme « une organisation de guerre » : « la dictature du prolétariat, a-t-il écrit, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, dont la résistance est décourageante du fait de son renversement ».

Lénine envisageait la montée de cette dictature en deux étapes : 1) mobilisation de toutes les victimes du tsarisme et des grands propriétaires fonciers (c'est l'étape de la démocratie bourgeoise) ; 2) mobilisation de tous les exploités contre les capitalistes de la ville et de la campagne (la révolution devient socialiste).

La première révolution russe va d'octobre 1905 à février 1917. Les quatre Doumas (assemblées législatives) oscillèrent de la docilité au Tsar à une opposition musclée. Bourgeoisie libérale et paysannerie défendent des intérêts communs. La seconde révolution est plus courte. Elle se situe de février 1917 (chute du gouvernement impérial) à la Révolution d'octobre 1917. La paysannerie abandonne la bourgeoisie et rejoint le prolétariat, « seule force révolutionnaire jusqu'au bout ». Motif : les Bolchéviks étaient les seuls à vouloir arrêter « la guerre impérialiste » et à mobiliser les masses pour la paix. Les échecs militaires de Kérenski, qui espérait en une « victoire finale » sur le Kaiser, leur facilitèrent la tâche. Le peuple russe exsangue et affamé ne pouvait qu'adopter la ligne générale du Parti bolchévik. La nécessité de faire la paix rallia au Parti des prolétaires les masses paysannes. Le mobile était puissant : paix à tout prix ; allié

puissamment majoritaire : la paysannerie.

La dictature du prolétariat apparaissait alors comme une forme d'organisation quasi-militaire pour consolider le pouvoir ouvrier et le défendre contre les assauts de ses adversaires, à l'intérieur et à l'extérieur. Dogme intangible en Union Soviétique, ce principe a été jugé anachronique, en février 1976, par le Parti Communiste Français, au XXII<sup>e</sup> Congrès de Saint-Ouen, auquel, avec les autres organisations de gauche, le Parti de la Jeune-République avait été invité. Le contexte historique de la France d'aujourd'hui, et surtout du monde contemporain, ne saurait être comparé à celui de 1917.

La composition sociologique du Parti de Georges Marchais est plus diversifiée que celle du Parti bolchévik. Le Socialisme étant son aire d'influence en Amérique (Cuba), en Asie (Vietnam-Cambodge), en Afrique (Angola), dans la mesure où l'impérialisme, qui exploite économiquement par ses apports en capitaux et en technologie les pays du Tiers-Monde riches en matières premières, est mis en échec par les mouvements d'indépendance des peuples. La dictature du prolétariat constituait une tactique défensive contre des menaces très graves. Dans une phase offensive, elle peut constituer un obstacle. Il semble bien qu'au Portugal, Cunhal ait voulu brûler les étapes, comme de février 1917 à octobre 1917 en Russie, mais il s'est brûlé les ailes : la paysannerie portugaise fortement influencée par un clergé conservateur lui était plus hostile que favorable et l'opinion publique, dans son ensemble n'était guère disposée à revivre une nouvelle forme de dictature, fut-elle de gauche. La leçon de Lisbonne a conforté les thèses de l'italien Berlinguer et de l'espagnol Santiago Carillo, puis du Parti français en faveur d'un socialisme attaché aux traditions nationales de chaque pays en ce qu'elles ont de meilleur.

Les partis ouvriers de l'Europe latine ne peuvent accéder au pouvoir, sans le concours d'alliés. Les paysans français, espagnols et italiens ne sont pas des moujiks à peine sortis du servage et avides de paix. Les alliés potentiels des communistes peuvent se trouver parmi les victimes des grands trusts monopolistes. Ils réclament le droit au travail, face au chômage grandissant, le droit à vivre de ce travail comme les viticulteurs du Languedoc, le droit au logement alors que l'augmentation brutale des prix et la libération accélérée des loyers multiplient les expulsions, le droit à la santé, le droit à

# PROLÉTARIAT

l'éducation et à la culture, mais aussi le droit-de-dire-merde, en pleine rue, au chef du gouvernement, quel qu'il soit. L'éloge de Brejnev, au XXV<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. par un délégué, en février 1976, pourrait être plaisamment pastiché par Thierry le Luron. Mais pas à Moscou. Les dirigeants français ont compris que s'ils demandent à Gavroche de devenir communiste, ils ne peuvent exiger qu'il renonce à son sourire frondeur. Après août 1968, les Gavroche de Prague ont encore payé très cher le prix de la « dictature du prolétariat ».

Cette parenthèse refermée, il reste que l'Europe latine apparaît, en ce dernier quart du siècle, comme l'un des maillons les plus faibles de la chaîne du grand capital. Le général américain, que commande l'OTAN, l'a si bien compris qu'il a estimé intolérable la venue de ministres communistes dans un gouvernement occidental. Une déclaration à faire voter communiste tous les Français.

Avec son Parlement européen élu au suffrage universel, le Président Giscard d'Estaing est plus subtil. Une majorité social-démocrate et démocrate-chrétienne doit permettre au capitalisme nord-américain de trouver, notamment à Bonn, des proconsuls à sa botte.

Il est permis de s'étonner que le Parti Socialiste Français, reprenant les thèses, chères à la S.F.I.O., de l'exaltation de la petite Europe, du temps de la C.E.D., vienne soutenir le pouvoir giscardien dans cette périlleuse entreprise. (Un motif de plus à ne pas s'intégrer au Parti des socialistes, comme certains le suggèrent, malgré la sympathie que suscitent certains de ses dirigeants). Cette rapide confrontation de données historiques et d'éléments d'actualité voudrait mettre en relief l'idée que la dictature du prolétariat peut sembler dépassée pour un pays économiquement et culturellement développé. Staline lui-même évoquait la possibilité d'une « voie pacifique » de développement vers le socialisme, dans le cadre d'un capitalisme « agonisant », contraint à des concessions de plus en plus importantes.

Reste que des retours de manivelle à la Pinochet pourraient réactualiser, pratiquement, la théorie de la dictature du prolétariat. Cette dictature apparaît moins désuète qu'inadaptée, dans l'étape mondiale du socialisme triomphant, pour des hommes épris de libertés. Ces libertés que les dictatures abrogent et que les peuples veulent à jamais.

## POLITIQUE INTERNATIONALE

# LA VOIE ÉTROITE

Gérard Brissé

**J**'ai eu l'occasion de m'entretenir à plusieurs reprises avec Ahmed Baba Miské, alors collaborateur occasionnel de JEUNE AFRIQUE. Ambassadeur aux Nations Unies de la République islamique de Mauritanie, il entra dans l'opposition au régime de M. Moktar Ould Daddah. Il est à présent l'un des animateurs du FRONT POLISARIO, qui revendique l'indépendance du Sahara occidental, hier colonie de l'Espagne, aujourd'hui partagé par la grâce d'Allah et de feu le généralissimo Franco, entre le Maroc et la Mauritanie.

Le FRONT POLISARIO est soutenu par l'Algérie socialiste, elle-même en prise directe sur les pays de l'Est. Le Maroc et la Mauritanie tournent leurs regards vers l'Occident. La longue guerre d'usure qui s'est amorcée aux confins du Maghreb n'est que l'un des épisodes de la lutte d'influence entre grandes puissances sur le continent africain. Sans doute Ahmed Baba Miské songe-t-il à porter des coups décisifs, à la faveur de révoltes intestines, aux régimes « impérialistes » et « néo-colonialistes » marocain et mauritanien, avec l'appui des Etats du camp socialiste.

Les événements qui se déroulent en Afrique, et qui ont pris en quelque sorte le relais du champ de bataille indo-chinois, ne peuvent nous laisser indifférents. En Angola, libéré du joug colonial portugais, l'affrontement entre factions rivales, M.P.L.A. d'un côté, U.N.I.T.A. et F.N.L.A. de l'autre, la première ouvertement soutenue par l'Union soviétique, les secondes par la Chine populaire et les Etats-Unis, a débouché sur l'écrasement des deux secondes par la première.

A l'autre bout de l'Afrique australe,

la Chine populaire est solidement implantée en Tanzanie. Les Etats Unis soutiennent massivement le Congo Kinshasa, mais l'Union soviétique est présente au Congo Brazza, en Somalie, au Mozambique. De la Rhodésie à la République sud-africaine, quelques quarterons de blancs tentent de maintenir une hégémonie néo-coloniale sur une majorité de noirs. En Afrique comme ailleurs, les superpuissances poussent leurs pions au risque de déclencher un embrasement généralisé. Où est, dans tout cela, l'indépendance des peuples, leur droit à disposer d'eux-mêmes ?

Notre vieux continent européen n'échappe pas à ces pressions. La Chine populaire nous exhorte à nous unir étroitement à l'Amérique pour faire face, selon elle, aux menaces d'invasion d'une Russie impérialiste. Elle invite officiellement l'ultra-réactionnaire Richard Nixon et réserve au président déchu une réception de chef d'Etat. Les Soviétiques voient manifestement d'un œil soupçonneux le double rapprochement euro et sino américain, en même temps qu'ils fustigent la « libéralisation » intervenue à l'intérieur des partis communistes italien, espagnol et français. Ce dégel des communistes occidentaux n'a pas empêché les Etats-Unis, par les voix autorisées du général Haig et de M. Kissinger, de mettre en garde les pays européens contre une éventuelle prise de pouvoir par la Gauche, incluant des communistes — ce qui constitue une ingérence grossière dans les affaires intérieures des Etats concernés.

L'Europe socialiste, démocratique, respectueuse des droits les plus élémentaires de la personne, n'est pas pour demain.

## POUR UNE EUROPE DE L'ATLANTIQUE A L'OURAL

**V**

INGT ANS après la signature du Traité de Rome en 1957, il est question de faire élire, l'année prochaine, un Parlement européen au suffrage universel. Le Gouvernement est mal venu de suspecter d'un manque d'esprit démocratique ceux qui sont opposés à ce projet.

Le pouvoir giscardien gouverne sans que le Parlement Français n'ait d'autre pouvoir que celui d'une chambre d'enregistrement. Nul ne conteste qu'une Assemblée Nationale Française élue au suffrage universel constitue une conquête irréversible de la démocratie, malgré l'abaissement du Parlement en France. Sur le plan européen, il en serait tout autrement. Une assemblée parlementaire européenne élue au suffrage universel comprendrait une majorité de conservateurs ou même de socio-démocrates opposés à toutes nationalisations telles que le Programme Commun les propose.

En fait, le grand capital aux abois cherche à contre-attaquer en proposant une institution politique dont l'objectif est de faire échec à la montée du mouvement démocratique qui se dessine en Italie et en France, en raison de l'aggravation du chômage et de l'inflation.

La « petite Europe », c'est une résurgence de la C.E.D., voire une relance de la « guerre froide »... en tout cas, une manifestation de la « politique des blocs ». La défense de la paix exige que l'Europe politique coïncide avec l'Europe géographique.

# UNE AUTRE FORME DE PROPRIÉTÉ

Louis Perrin

Il y a déjà environ 10 ans, j'ai participé à une discussion avec les cultivateurs d'une petite commune rurale qui avaient fait le remembrement et qui, malgré toutes les dissensions qu'il avait pu apporter — comme c'est presque toujours le cas — s'en félicitaient en disant qu'ils récoltaient doublement en production et qu'ils perdaient beaucoup moins de temps. Prenant la parole, je leur dis alors : « Du moment que tous vos terrains étaient évalués en catégories, il était facile de les évaluer en argent et, au lieu de vous préoccuper de vos bornes, vous convertissiez la valeur de vos terrains en titres, actions reconnues et couvertes par le Crédit Agricole, (par exemple), et négociables, au lieu d'avoir des parcelles, vous aviez des titres qui représentaient la valeur de vos terrains, à chacun ».

« Vous exploitiez ensuite, tous ensemble, en auto-gestion, la commune sur toute sa surface, en constituant un G.F.A. (Groupement Foncier Agricole). Ce que vous faites actuellement, c'est de l'auto-gestion individuelle ou familiale. Vous feriez de l'auto-gestion communale. »

« Vous êtes onze agriculteurs qui avez entre 15 et 60 ans. Il restera peut-être six agriculteurs dans 10 ou 15 ans. Il vous est facile d'exploiter votre territoire en deux équipes de 8 heures par jour, comme les ouvriers de l'industrie, et, en plus de cela les femmes seraient certainement libérées pour d'autres tâches ou pour se former ainsi que vous-mêmes dans les périodes creuses. » Ils ont bien ri et m'ont répondu que ce n'était pas possible, qu'il n'y aurait pas l'entente suffisante.

Pour mon compte, je dis que c'est possible, en pensant différemment. Au lieu de penser individuellement, il faut penser collectivement. La commune fait 650 ha de territoire dont 520 hectares exploitables et 130 ha de bois. Il est bien évident qu'il faut remodeler le territoire pour exploiter autrement et rationnellement. Il faudra à plus ou moins longue échéance, sortir les fermes du village et former des unités entre trois ou quatre routes, par exemple, comme délimitations.

Pour l'organisation du travail journalier, il faut que le travail soit défini

tous les jours par le groupe, en utilisant au mieux les compétences, les aptitudes et préférences de chacun. Si certains travaux sont moins intéressants que d'autres la rotation pourra s'effectuer s'il n'y a pas l'accord des personnes pour le faire en permanence.

Il serait très intéressant que cette expérience soit faite dans certaines communes où il n'y a pas trop de mésentente. En référence à cette commune que je connais bien, avec ses 520 hectares exploitables, 11 exploitations, il serait facile de nourrir 520 (U.G.B.) Unites Gros Bétail. C'est tout à fait ordinaire et cela dépasse ce qui est possédé par les agriculteurs actuellement : environ 450 tout compris.

Pour la répartition des revenus :

- Le travail effectué par chacun, les heures comptabilisées en fin d'année, car il se peut qu'un agriculteur apportant 15 vaches et 15 ha, puisse dans ces conditions travailler autant que celui qui en a 50. Un salaire mensuel, par exemple sur 200 h. au S.M.I.C.

- Amortissement matériel et cheptel, qui sera remployé chaque année pour acquérir un matériel plus adapté à ce nouveau genre d'exploitation.

- Loyer des terrains apportés par chacun suivant sa surface.

- Répartition en fin d'année, après tous les frais d'exploitation déduits, les loyers des terrains loués, etc...

- Il faudra limiter, à celui qui apporte le plus en ha et en têtes de bétail, pour arriver à un certain égalitarisme, en faisant progresser les plus petits au fur et à mesure d'une meilleure productivité ou d'extension de territoire, cela devant faciliter la répartition et donner un certain équilibre.

En face d'un manque d'industries agro-alimentaires en France, qui fait qu'on exporte la moitié de notre production agricole pour la transformer, il serait possible, sur un canton de créer de petites industries en auto-gestion, si les communes voulaient s'engager dans ce processus, cela redonnerait de la vie à nos villages déserts qui tombent en ruine.

Ce sont quelques idées, il y en aurait bien d'autres à inventer. Le socialisme c'est cela, une perpétuelle invention ; puissent-elles servir à quelques-uns.

# DES

**T**rois témoins s'expriment sur notre temps. Un journaliste communiste, René ANDRIEU dans « DU BONHEUR ET RIEN D'AUTRE » (Stock), un prêtre de Notre-Dame de Paris, Jacques LECLERCQ « LE JOUR DE L'HOMME » (Seuil), et Jean-PAUL SARTRE avec son X<sup>e</sup> volume de « SITUATIONS » (Gallimard).

Fils d'un agriculteur du Lot, René ANDRIEU vécut tôt la passion de la justice, mais il s'éveille à la politique au moment de la Guerre d'Espagne, du Front Populaire et surtout de Munich (18 ans en 1938). Plus optimiste que NIZAN, René ANDRIEU, à vingt ans, malgré la guerre, se déclare heureux, mais à la débâcle, il a « mal à la France ». Dès Vichy, il résiste, selon lui, dans la ligne de 89, de 48, de la Commune de Paris et du Front Populaire. Il préfère Stendhal à Chateaubriand, l'avenir en travail à un passé qui se meurt. Philosophie de l'énergie et du devenir que le peuple incarne. La lecture de Stendhal, conjointement à une lecture de l'histoire, conduit ce plébéien à une recherche du bonheur gagée sur la science. Les communistes, après la Commune, selon Marx, veulent « monter à l'assaut du ciel ».

Le 11 novembre 1942, le jeune licencié ès lettres adhère au parti communiste. Ce jour-là, les troupes allemandes envahissent « la zone non-occupée ». Andrieu évoque avec émotion « le temps du maquis », quand descendaient de nuit, sur le sol balisé de lumière, les containers d'armes, que retenaient des parachutes de soie blanche. Des Russes enrôlés dans la Wehrmacht et des Allemands antifascistes rejoignirent des groupes de maquisards. Ces maquisards, qui, selon le Général Eisenhower, facilitèrent grandement l'offensive victorieuse des troupes alliées en Normandie.

René ANDRIEU estime que les conditions n'étaient pas mûres pour que la Libération déclenche la révolution. La tactique, pour un militant communiste, ne modifie guère la stratégie. Il s'agit aujourd'hui de substituer au pouvoir des monopoles celui de la classe ouvrière représentée par son parti et des couches sociales non-monopolistes représentées par d'autres partis, selon un système pluraliste.

Le rédacteur en chef de l'Humanité stigmatise à juste titre les pressions des Etats-Unis, en 1947, pour écarter les communistes des gouvernements de Belgique, d'Italie et de France mais il juge plutôt rapidement que, dans les

# TÉMOIGNAGES

pays d'Europe centrale, la libération par l'armée soviétique avait créé une situation révolutionnaire. N'était-ce pas la présence de cette armée qui avait imposé une telle situation ? L'histoire d'Arthur London laisse songeur René ANDRIEU qui conclut : les troupes étrangères, fussent-elles socialistes, doivent rester dans leur pays.

Certaines contradictions ne réussissent pas à déraciner l'espérance de ce militant. « Le pire est de ne croire à rien ». Ce titre d'un des chapitres du livre constitue sûrement l'une des motivations de son auteur. Le bonheur pour demain et pour tous définit son combat.

C'est le même objectif que vise Jacques LECLERCQ dans une perspective religieuse, c'est-à-dire en explorant, en même temps que la relation aux autres, quels qu'ils soient, la relation à Dieu.

Selon le poème hébreu de la Création, l'homme, au sixième jour, naît de la glaise. Insufflé de divin, inséparablement chair et esprit, il devient. Nous touchons-là aux racines de la personne unique comme Dieu est un, comme aux sources religieuses du personnalisme. Si Dieu est l'avenir de l'homme, l'homme est l'avenir de Dieu.

Comme le suggère Roger GARAUDY dans la préface, la foi est une praxis ; l'homme, l'inventeur obtiné d'une histoire cohérente ; le salut, une libération collective et personnelle. Le saint ou le prophète ne représentent pas des modèles de perfection. Ce sont des lutteurs et l'auteur de citer Isaïe, Martin Luther King, Jérémie, Helder Camara, Ezéchiel, Che Guevara, pour les opposer à l'empereur Constantin (4<sup>e</sup> siècle) et au Cardinal new-yorkais Spellmann (fin du 20<sup>e</sup>) qui prêchait la croisade contre les Vietnamiens.

Les héros de l'Évangile ne sont ni des dogmatiques ni des moralisateurs, mais des marginaux et des rejetés qui, au bout de leur échec, rencontrent la vie et rebondissent dans l'espérance. La conversion est, non sans risques, création continue, mouvement dans le temps de l'histoire, fidélité à son être profond, foi agissante et signifiante, œuvre à accomplir, vérité qui émerge et libère. La théologie de la libération est sous-jacente dans ces pages, ou l'engagement politique est prôné mais en des termes d'une déconcertante neutralité. Le « SITUATIONS X » de SARTRE porte le sur-titre POLITIQUE ET AUTOBIOGRAPHIE, deux sujets qui se retrouvent plus ou moins explicitement dans les deux livres précédents.

A propos du procès de Burgos, l'au-

teur analyse le fait national basque, en montrant que ce phénomène s'explique, non seulement par des causes économiques et politiques — sorte de néo-colonialisme imposé par Madrid — mais par un refus de la dépersonnalisation culturelle. Ajoutons : tout se passe comme si les peuples allaient céder le pas à une supranationalité européenne assez artificielle, en même temps qu'un renforcement du régionalisme, plus concret et plus populaire. Les masses composées d'individus isolés qui pensent en séries comme le voisin, selon les modèles de l'idéologie dominante, cherchent ici ou là à reconstituer une histoire et à pétrir une identité. Demeurent les moyens politiques.

Avant la guerre, Sartre ne votait pas, mais il ne justifiait pas son abstention comme il le fit dans son percutant article : « élections, piège à cons ». Sa critique des insuffisances du suffrage universel reste en partie valable. Le pouvoir légal, né d'élections régulières, ne coïncide pas avec le pouvoir légitime des producteurs de biens et de services si mal représentés dans les institutions de la V<sup>e</sup> République. Le citoyen atomisé et sérialisé constitue une notion abstraite. L'homme concret se définit par son appartenance à un syndicat, à un parti, à une ethnie porteuse d'histoire. Ce n'est pas une raison pour remettre en cause le suffrage universel en jetant l'enfant avec l'eau du bain. Un gouvernement de gauche, appuyé sur une majorité populaire, à l'Assemblée nationale, est capable d'apporter des progrès substantiels et même irréversibles.

Sartre est un peu considéré comme le fondateur en titre de la littérature engagée. En fait, malgré ses sympathies pour l'ultra-gauche et ses actions comme le Tribunal Russel qui condamna les crimes de l'impérialisme américain au Vietnam, c'est en littérature qu'il s'est le plus profondément engagé. Comme Flaubert, si opposé lui soit-il en apparence. La matière première, pour lui, ce sont les mots qu'il travaille et met en perspective dans le cadre d'un chapitre, d'un livre, d'une existence d'écrivain. Les mots aussi sont en « situation » dans une structure plus ou moins vaste.

A chacun sa transcendance : écriture, classe ouvrière, Dieu, à partir d'une condition humaine tendue vers un dépassement et un sens.

Cl.-R.S.

## NOTES DE LECTURE

### UNE ÉPOQUE DE CONTESTATION : LA MONARCHIE BOURGEOISE

par Jacques Chastenot

(Lib. Ac. Perrin)

Il a été beaucoup écrit sur le règne de Louis-Philippe mais ces redites éclairent mieux notre temps. Si « l'anatomie de l'homme fait mieux comprendre l'anatomie du singe », l'inverse aussi est vrai.

La monarchie bourgeoise de 1830 à 1848 explique à sa manière la monarchie bourgeoise de 1962 à nos jours. Un régime tombe lorsque sa base sociale se réduit. Charles X s'adossait aux grands propriétaires fonciers en décadence ; Louis-Philippe s'appuyait sur la grande (banquiers) et la bonne bourgeoisie (professeurs d'université, écrivains, médecins, avocats de renom, négociants fortunés) et refusait le droit de vote aux bourgeois de condition moyenne (boutiquiers d'envergure modeste, professions libérales sans gloire) dépourvus de ressources suffisantes pour élire des députés.

Le pays légal, en 1831, représente 176.000 hommes sur une population de 32 millions et demi d'habitants, dont les 3/4 sont des ruraux, le 1/5 des ouvriers, et dont les 2/3 ne savent ni lire ni écrire. En province, ceux qui ont acquis des biens nationaux à des prix intéressants ont été les grands bénéficiaires de la Révolution de 89. Ils n'envisagent nullement une « alternance » comme on dirait aujourd'hui, c'est-à-dire un retour au système de propriété en vigueur sous l'Ancien Régime. Ils voient dans la liberté des conventions la loi des parties, c'est-à-dire le droit du patron d'opprimer les ouvriers. Déjà, les progrès du machinisme, avec le coût élevé du matériel, entraînent des concentrations d'exploitations industrielles et minières au profit de la grande bourgeoisie : « les monopoles », dénoncés par Louis Blanc et aussi par Lamartine. La première loi sociale date du 22 mars 1841 : les enfants ne pourront plus travailler en fabrique avant l'âge de 8 ans. Salariés, femmes et enfants, n'ont pas le droit à la parole en ce monde où le chef de famille, le plus souvent anticlérical, utilise les ecclésiastiques pour maintenir sa domination.

Ainsi que le souligne l'auteur, depuis le 9 thermidor, les classes dirigeantes ne se préoccupent guère des prolétaires, sauf par l'alibi de la « charité ». Le terme de socialisme apparaît en 1833 en même temps que celui de sociologie, dont Auguste Comte est le père.

Le socialiste personnaliste, avec le Journal l'Atelier de Philippe Buchez, prend sa source à cette époque.

## Dans notre courrier

### PYRÉNÉES

J'ai appris par la presse que la Jeune-République avait publié un nouveau manifeste : LE SOCIALISME PERSONNALISTE. Professeur d'histoire, je me sens très proche des idées défendues par Emmanuel Mounier, aussi j'aimerais prendre connaissance de votre manifeste, dont je n'ai lu que des extraits dans la presse. X.B.

### HAUTE-GARONNE

Pourriez-vous m'adresser le Manifeste sur le Socialisme Personnaliste. Je prépare une thèse sur Emmanuel Mounier et j'aimerais constater comment Mounier est d'actualité à travers un mouvement comme le vôtre. Je rejoindrai volontiers la section la plus proche. P.P.

### PAS-DE-CALAIS

J'ai appris la nouvelle de la parution du nouveau manifeste de la JEUNE-RÉPUBLIQUE. Rien ne pouvait davantage me combler que l'annonce d'un tel événement, celui de l'expression d'un SOCIALISME PERSONNALISTE qu'avait entrevu des gens éclairés et généreux comme Marc SANGNIER et Emmanuel MOUNIER. J.R.

### PAS-DE-CALAIS

Ayant lu dans la presse l'annonce de votre Manifeste, je me sens invité à connaître un peu plus de l'intérieur LA JEUNE RÉPUBLIQUE. Merci de me faire parvenir une documentation. Je suis un fidèle lecteur de la revue Esprit. G.S.

### MAINE-ET-LOIRE

Je viens d'apprendre que votre parti se réclame de la pensée de Marc SANGNIER et de celle d'Emmanuel MOUNIER. C'est pourquoi je suis fort intéressé par votre programme. Vous recevrez certainement mon adhésion à votre Parti. J.L.

### MAINE-ET-LOIRE

Je m'intéresse à la politique et j'ai l'intention de m'intégrer à un parti pour mieux participer à la vie politique. J'ai lu quelques extraits de votre Manifeste. Ils m'ont séduit. J.C.

### CHARENTES

Les idées et le programme de la Jeune-République me plaisent. Je pense adhérer et prendre contact avec la section bordelaise. F.N.

## La Jeune - République a pris position . . .

### CONTRE LES EXPULSIONS

Libération des loyers, augmentation des loyers et des charges, chômage, non paiement des loyers disproportionnés aux revenus. Le mois de mars multiplie les drames provoqués par les expulsions. On en prévoit 15.000 en 1976 dans Paris. Combien dans toute la France ?

Le Parti de la Jeune République participe à l'action menée en commun par les organisations politiques et syndicales pour demander au gouvernement Chirac de stopper toutes les expulsions et toutes les saisies pendant toute la durée de la crise que le Pouvoir a engendrée.

### LA CRISE DU RÉGIME

Lors de sa dernière réunion, la Commission Exécutive du Parti de la Jeune-République avait mis à l'ordre du jour : un tour d'horizon des problèmes de politique sociale, de politique intérieure et de politique internationale. Elle a étudié les conflits sociaux, le problème du chômage ainsi, que la crise du régime actuel et son durcissement.

Prenant acte de la montée du socialisme en Europe occidentale, le Parti de la Jeune-République entend poursuivre l'action dans le cadre du Programme Commun de la gauche.

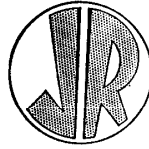
### ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1977

Le Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE invite ses militants à se présenter aux élections municipales de 1977 et souhaite un accord général entre toutes les formations politiques adhérent au PROGRAMME COMMUN afin de constituer, dès le premier tour de scrutin, des listes d'union de la gauche.

### POUR LE DÉSARMEMENT ET LA DÉTENTE INTERNATIONALE

Le Parti de la Jeune-République a approuvé, dès le 8 janvier 1976, l'idée d'une action commune contre la course aux armements, pour le désarmement et la détente. Il adhère à l'idée d'un appel commun proposé par le Mouvement de la Paix.

## LA VIE DU PARTI



### LE MANIFESTE DE BIERVILLE

La parution du MANIFESTE DE BIERVILLE marque un renouveau dans la vie du Parti. De partout les adhésions arrivent. La Normandie est en tête avec une spectaculaire vente du manifeste à Rouen, la relance de la presse locale et l'arrivée d'une section de jeunes. Mais encore... de Montpellier, de Lille, de Lyon, de Bordeaux, de Paris... du Nord, de Saône-et-Loire et des Vosges, du Lot-et-Garonne, de Seine-Saint-Denis et des Bouches-du-Rhône, de Meurthe-et-Moselle comme des Côtes-du-Nord, du Pas-de-Calais et de la Loire-Atlantique, de la Gironde, de l'Yonne et de la Haute-Loire... De tous les coins de France des abonnés, des adhérents, de l'action individuelle et des sections qui naissent.

### HAUTE-GARONNE : FIDÉLITÉ

Je reste fidèle, vraiment à la Jeune-République. Ce Parti me satisfait pleinement. Nous sommes peu nombreux... Mais l'étions nous pendant la Résistance ?...

A.C.

### AVEYRON : DÉMOCRATIE

La section de Montauban du Parti de la Jeune-République a apporté son soutien au candidat commun du Mouvement des Radicaux de Gauche et du Parti Socialiste. En Aveyron, c'est la démocratie locale des cantons, des communes, et des « pays » que nous souhaitons réaliser, une démocratie libérée des contraintes du pouvoir (...)

Roger V/NEL.

### LOIRE : UNE SECTION

Une section peut naître dans le secteur.

La presse a peu parlé du MANIFESTE SUR LE SOCIALISME PERSONNALISTE. Il faudrait peut-être essayer de le faire éditer en brochure, en le complétant... et en le mettant en librairie. On ne voit que les trois grands partis (P.C.-P.S.-M.R.G.). On nous ignore trop... Je me rappelle la Chambre du Front Populaire — la plus à gauche — qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain. Seulement 80 députés les ont refusés dont les députés J.-R., les parlementaires communistes ayant déjà été déchus par Vichy.

Jean PRALONG.

### RHONE : JAMAIS TROP TARD

Ancien de la J.-R., le seul parti auquel j'ai appartenu, je viens de lire dans la presse un article qui me donne envie de savoir ce que vous êtes devenus pour, peut-être, repartir avec vous. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

M.C.

### LA COMMISSION EXÉCUTIVE

La C.E. a décidé d'intensifier l'effort de propagande à partir du MANIFESTE DE BIERVILLE, par des réunions de sensibilisation sur le socialisme personnaliste, à partir des problèmes locaux et régionaux. Selon l'expression du Secrétaire général : « Persévérer et s'obstiner. Rester optimiste et tracer le sillon à longueur d'années ».

## Dans notre courrier

### BOUCHES-D.-RHONE

Ayant été un fidèle lecteur de la revue JEUNE RÉPUBLIQUE, je serais heureux de recevoir à nouveau le journal, le Manifeste sur le SOCIALISME PERSONNALISTE et toute documentation utile. Merci. J.F.

### PARIS

Un extrait de votre MANIFESTE récemment adopté m'a donné envie d'en savoir davantage sur la JEUNE RÉPUBLIQUE et sur le SOCIALISME PERSONNALISTE. Je participe aussi à un groupe de travail sur le plan de la personne humaine dans la société. C.F.

### NORD

Je partage profondément et avec enthousiasme cette vision de l'homme et du monde dans votre manifeste sur le Socialisme Personnaliste, et j'aimerais connaître davantage votre Parti. J.M.B.

### SAONE-ET-LOIRE

J'ai apprécié le MANIFESTE DE BIERVILLE quoique qu'il soit difficilement assimilable pour certains s'il n'y a pas un développement des différents chapitres. Je pense qu'il est intéressant et utile. Je crois qu'il faut persévérer. N'est-ce pas d'ailleurs votre conclusion : LUTTER. Bon courage pour ce même combat pour l'Homme et l'Humanité. J.M.

### YONNE

Que la J.-R. arrive à atteindre ceux qui devraient normalement la rejoindre. Que notre monde connaisse une avancée vers plus de justice et de paix. Monique BURAT.

### VOSGES

Je vais faire parvenir un certain nombre d'exemplaires du MANIFESTE DE BIERVILLE à des amis des Equipes Enseignantes. Depuis le conseil national qu'elles ont eu à Paris à Pâques 1975, les Equipes Enseignantes ont pris position pour le socialisme. Je vais donc les aider à découvrir le Socialisme Personnaliste. M.M.

### SEINE-MARITIME

J'aimerais recevoir votre manifeste « LE SOCIALISME PERSONNALISTE » et connaître les conditions d'adhésion à votre Parti... et savoir quelles sont les relations que vous avez avec le P.S. J.M.

Réponse : dans le cadre du Programme Commun et des actions unies de la Gauche.

# La Jeune République

## PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE

### LE SOCIALISME PERSONNALISTE QU'EST-CE QUE C'EST ?

Plusieurs correspondants nous posent la question : la JEUNE-RÉPUBLIQUE, est-ce des chrétiens de gauche ?

De gauche, certainement. L'histoire, plus que cinquantenaire, le prouve. Mais il convient de rappeler que la Ligue a été fondée en 1912 par MARC SANGNIER, deux ans après la condamnation du SILLON, en partie dans le but d'échapper aux exigences de la papauté dans le domaine politique, et celui d'éviter toute confusion avec le plan religieux.

Il reste qu'en raison de la personnalité de son fondateur, le PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE est composé, principalement, de chrétiens militants, de même que, si la comparaison n'est pas trop audacieuse, le P.C.F. compte presque exclusivement des militants aussi athées que Marx, Engels et Lénine.

Mais, tout en se situant résolument en dehors de toute référence ou obédience confessionnelles, le SOCIALISME PERSONNALISTE respecte le droit d'avoir une conception judéo-chrétienne du monde créé. L'homme n'accepte plus d'être réduit à un producteur-consommateur anonyme, noyé dans la masse, mais il s'affirme comme une personne, qui reconnaît autrui dans sa différence et, par le dialogue, vise à être reconnu dans sa spécificité. Le respect de l'autre se traduit dans la vie publique par la nécessité du pluralisme idéologique et politique, en même temps que par la conscience d'appartenir à diverses communautés, sur une terre qui se rétrécit, en un temps qui s'accélère.

Le SOCIALISME personnaliste inscrit dans son programme l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange et leur gestion démocratique ou autogestion. Il exige des initiatives d'ordre économique, dont les conséquences sociales tendent à transformer radicalement les rapports de production.

Subsiste le fait que la personne ne devient une personne que par les relations qu'elle entretient et développe avec les autres, dans un respect réciproque et une dialectique du Je et du Tu, à travers des événements, c'est-à-dire une histoire, dans le sens d'une personnalisation plus intense.

Il ne nous paraît pas vain de définir, au fil du temps, cette conception du monde dans laquelle s'enracine l'action politique, pour lui impulser énergie et signification.

**TANT QUE NOUS AURONS LE POUVOIR DU GRAND CAPITAL DANS LA SOCIÉTÉ  
NOUS N'AURONS PAS LA DÉMOCRATIE DANS L'USINE**

## POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de Seine)

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Adresse la somme de ..... au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature